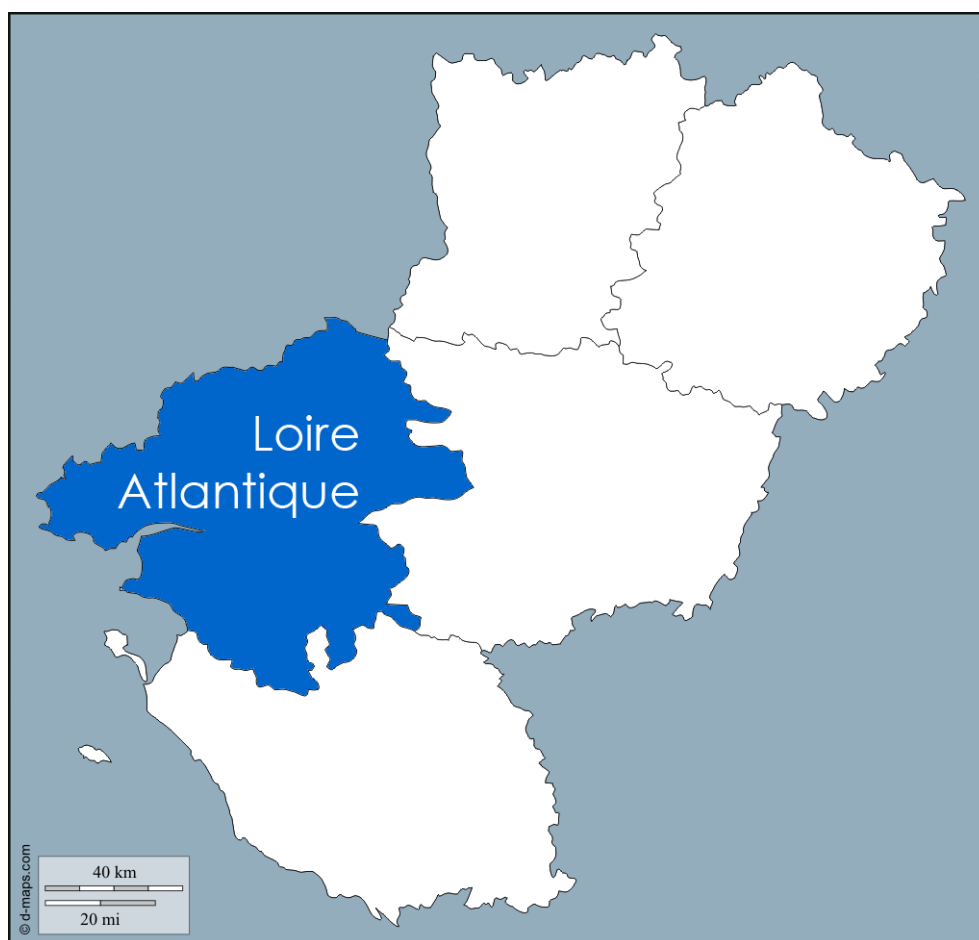


ACTION 1-2 (1-4 DU PRITH) – DIAGNOSTIC EMPLOI FORMATION DES TRAVAILLEURS HANDICAPES

PORTRAIT DE TERRITOIRE – LOIRE ATLANTIQUE



COORDINATION DU PRITH (PRACTHIS / DIVERSEA CONSEIL)

Table des matières

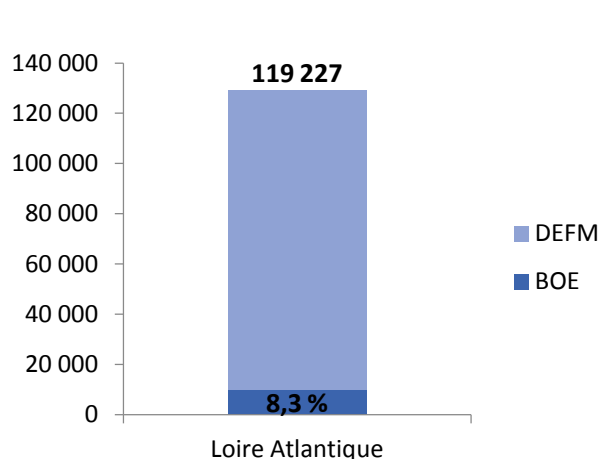
Données de contexte	3
L'accès à la formation	4
1. Les prestations d'accompagnement à l'entrée en formation	4
2. Les entrées en formation par type de formation	4
L'accès à l'emploi.....	6
1. La demande d'emploi des bénéficiaires de la loi	6
1.1. Evolution de la demande d'emploi.....	8
1.2. Les principales caractéristiques des DEBOE	9
1.3. Les principaux métiers recherchés par les DEBOE	10
1.4. Les entrées au chômage suite à un licenciement.....	11
1.5. Les sorties du chômage	11
2. Les embauches dans les dispositifs : SIAE et contrats aidés.....	13
2.1. L'entrée des personnes en situation de handicap dans les SIAE	13
2.2. L'entrée des personnes en situation de handicap dans les contrats aidés	15
2.3. Les entrées dans les EA et les ESAT	16
3. Les placements réalisés par Cap emploi.....	17
4. Les créations d'activité financées par l'Agefiph.....	18
L'accès employeur.....	19
1. Les entreprises en Loire-Atlantique.....	19
1.1. Les établissements d'au moins un salarié	19
1.2. Répartition des établissements et effectifs salariés dans les secteurs les plus présents en Loire-Atlantique	19
2. Les modalités de réponse à l'obligation d'emploi	20
2.1. Les employeurs privés assujettis à l'obligation d'emploi en Loire-Atlantique	20
2.2. Les établissements à quota zéro (EQZ).....	21
Le maintien dans l'emploi.....	22
1. Les salariés à risque d'inaptitude	22
2. Les assurés pris en charge au titre de la Prévention de la Désinsertion Professionnelle.....	25
3. Les dispositifs mobilisés au titre du maintien de l'emploi	27
3.1. Les mesures mobilisées par les Sameth	27
3.2. Les mesures mobilisées suite à l'examen des situations par la cellule PDP	28
4. Les maintiens dans l'emploi.....	29
4.1. Les maintiens réalisés par les Sameth	29
4.2. La situation des assurés à l'issue de l'examen de leur situation par la cellule PDP	30
5. Les licenciements pour inaptitude.....	32

Portrait départemental de la Loire-Atlantique (44)

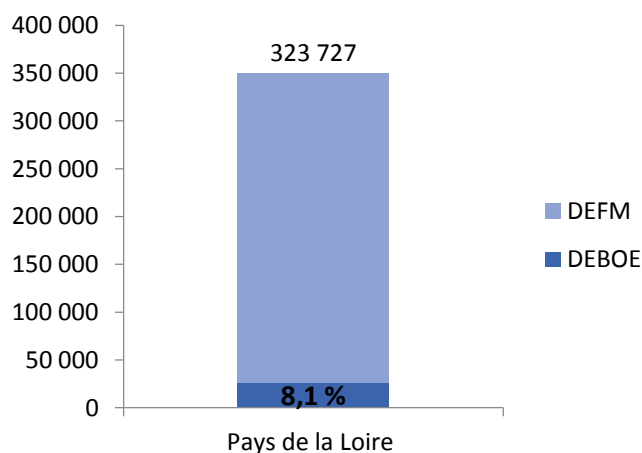
Données de contexte

- ▶ 1 328 379 habitants au 1^{er} janvier 2013, soit 36,3% de la population ligérienne¹
- ▶ En 2013, 589 947 emplois salariés et non-salariés (31 décembre 2013 – Insee) soit 39,1% de la région Pays de la Loire
- ▶ 101 900 personnes dans la fonction publique (d'Etat, territoriale et hospitalière) (31 décembre 2012 – Insee) soit 38,6% de la région
- ▶ 119 227 demandeurs d'emploi tous publics et toutes catégories au 31 décembre 2013, soit 36,8% de la DEFM (catégories ABCDE) de la région
- ▶ 9 856 demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi (catégories ABCDE), soit 37,4 % de la DEBOE de la région à fin décembre 2013
- ▶ 8,4% de taux de chômage au 31 décembre 2013, soit 0,2 point de moins que la région (8,6%)

Le poids des DEBOE dans la DEFM à fin décembre 2013 (catégories ABCDE)



Source : Pôle Emploi, exploitation par Prachtis



Source : Pôle Emploi, exploitation par Prachtis

La population handicapée

Les titulaires de l'AAH et d'une RQTH

2013	RQTH			AAH		
	total des bénéficiaires	reconnaissance dans l'année	... dont salariés	total des bénéficiaires	reconnaissance dans l'année	... dont salariés
Loire-Atlantique	37 431	9 912	nc	23 410	7 378	nc

Source : MDPH

Les données relatives aux pensions d'invalidité n'ont pas été transmises pour ce département.

¹ <http://www.insee.fr/fr/regions/pays-de-la-loire/default.asp?page=faitsetchiffres/presentation/presentation.htm>

L'accès à la formation

1. Les prestations d'accompagnement à l'entrée en formation

En 2013, 2 283 entrées ont été recensées dans les différentes prestations visant à sécuriser l'entrée en formation des personnes en situation de handicap (élaboration du projet professionnel, validation du projet de formation... dispositifs portés par l'Agefiph, la région...). Ces prestations ont pour objectif de faciliter la mise en œuvre des parcours d'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap.

Les habitants de Loire-Atlantique représentent 39,5% des entrées de la région.

Les prestations d'accompagnement à l'entrée en formation en 2013

Prestations d'accompagnement à l'entrée en formation	
Loire-Atlantique	901
Pays de la Loire	2 283
% dans les Pays de la Loire	39,5 %

Source : Agefiph / Cap Emploi, tableau de bord, activité du réseau Cap Emploi, 2013

2. Les entrées en formation par type de formation

En 2013, 3 278 personnes en situation de handicap sont entrées en formation (compétences clés, région ou alternance)² en Pays de la Loire. Les habitants de la Loire-Atlantique représentent 28% de ces entrées en formation.

La part des personnes en situation de handicap reste très faible dans l'ensemble des entrées en formation ici recensées, soit 2,4% seulement. Ce constat est particulièrement vrai pour les contrats en alternance (0,4% sur les contrats en apprentissage et 1% sur les contrats de professionnalisation). Une nuance est à apporter concernant les données relatives aux contrats en alternance. Les chiffres présentés sont issus du tableau de bord Agefiph. Or, ne sont comptabilisés que les contrats ayant bénéficiés d'une prime à l'embauche en contrat de professionnalisation et d'apprentissage. Ces chiffres sont ainsi certainement sous-évalués.

Le détail des niveaux de formation n'est pas précisé pour chacun des départements.

Les données de la région montrent que :

- Ce sont dans les formations qualifiantes que les personnes en situation de handicap sont les moins représentées (6,8% de l'ensemble des entrées en formation qualifiante et 10,6% pour les dispositifs visant une orientation professionnelle)
- 50,3% des personnes qui entrent en formation suite à un accompagnement par Cap Emploi bénéficient d'une formation qualifiante ou professionnalisante (hausse de 25 % en un an).

² Le détail par département des entrées en CRP n'est pas identifié en l'état actuel des données transmises. En 2012, 666 personnes sont entrées en CRP à l'échelle de la région.

Même constat pour les données relatives aux personnes accompagnées par Cap Emploi. En 2013, 2 200 personnes sont entrées en formation suite à l'accompagnement par Cap Emploi dans les Pays de la Loire.

Les entrées en formation des personnes en situation de handicap – année 2013 -

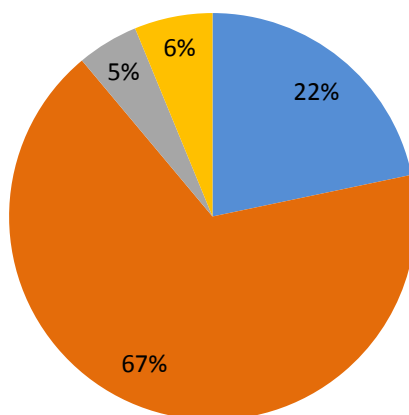
	Dispositif compétences clés	Région (hors AIFL)	Contrat d'apprentissage	Contrat de professionnalisation	Total
Loire-Atlantique	276	854	62	79	1 271
Pays de la Loire	983	1 948	183	164	3 278
% dans les Pays de la Loire	28 %	44 %	34 %	48 %	39 %
Entrées tout public en Pays de la Loire	4 157	24 572	16 153	8 032	52 914
% des TH dans les entrées en formation de la région	6,6 %	3,5 %	0,4 %	1 %	2,4 %

Sources :

- Dispositif compétences clés : Direccte
- Région : bilan de la convention 2012/2013 Région et Agefiph, via Agefiph
- Contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation : tableau de bord de l'Agefiph, n°23, bilan à fin mars 2014

Les entrées en formation selon les dispositifs – année 2013 -

■ Compétences clés
 ■ Région (hors AIFL)
 ■ Apprentissage
 ■ Professionnalisation



Sources :

- Dispositif compétences clés : Direccte
- Région : bilan de la convention 2012/2013 Région et Agefiph, via Agefiph
- Contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation : tableau de bord de l'Agefiph, n°23, bilan à fin mars 2014

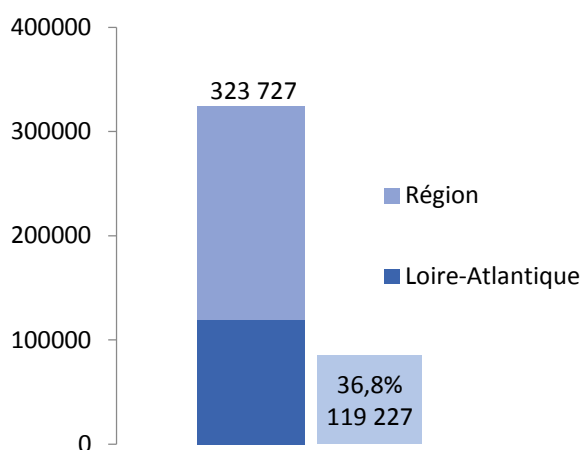
L'accès à l'emploi

1. La demande d'emploi des bénéficiaires de la loi

Il s'agit des personnes inscrites à Pôle Emploi ayant fait mention d'un titre de bénéficiaire de la loi.

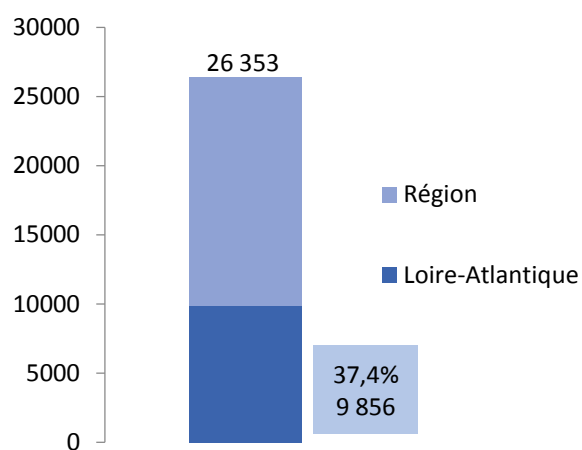
A fin décembre 2013, la région Pays de la Loire compte 323 727 demandeurs d'emploi (cat. ABCDE). Les demandeurs d'emploi de la Loire-Atlantique représentent 36,8 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi de la région. **Les DEBOE du département représentent 8,3% de la totalité de la demande d'emploi du département.**

Poids de la Loire-Atlantique dans la DEFM (tout public) à fin décembre 2013



Source : Pôle Emploi, exploitation par Prachtis

Poids des DEBOE de Loire-Atlantique dans la DEBOE régionale à fin décembre 2013



Source : Pôle Emploi, exploitation par Prachtis

Trois limites peuvent être apportées à ces informations :

- un certain nombre de bénéficiaires peut s'inscrire sans mentionner l'existence d'une RQTH
- les informations sont parfois simplement déclaratives au moment de l'inscription,
- elles ne sont pas toujours réactualisées

Si bien que le nombre de bénéficiaires de la loi inscrits comme demandeurs d'emploi est probablement sous-évalué.

A la même date, la région compte 18 271 DEBOE (catégorie A, c'est-à-dire sans emploi).
La Loire-Atlantique représente près de 37,4% des DEBOE de la région.

Demandeurs d'emploi à fin décembre 2013 en Loire-Atlantique

	DEBOE		Tous publics		Part des demandeurs bénéficiaires de la loi
	effectif	Poids de la Loire-Atlantique au niveau régional	effectif	Poids de la Loire-Atlantique au niveau régional	
Catégorie³ ABC	9 146	38,2 % 23 938	103 714	36,8 % 281 680	8,8 %
Cat. A	6 817	37,3 % 18 271	61 317	36,8 % 166 296	11,1 %
Cat. D	542	46,2 % 1 172	7 244	36,5 % 19 805	7,5 %
Cat. E	468	37,7 % 1 243	8 269	37,1 % 22 242	5,7 %
Total	9 856	37,4% 26 353	119 227	36,8% 323 727	8,3%

Source : Pôle Emploi, exploitation secondaire par Prachtis

³ La publication des effectifs de demandeurs d'emploi inscrits se fait selon les catégories statistiques suivantes (Source INSEE) :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), y compris les demandeurs d'emploi en convention de reclassement personnalisé (CRP), en contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi et en contrat de sécurisation professionnelle (CSP) ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire de actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

1.1. Evolution de la demande d'emploi

Sur les trois dernières années, on enregistre une hausse de la demande d'emploi des bénéficiaires de l'obligation d'emploi. La DEBOE augmente plus rapidement que la demande d'emploi tout public.

A l'échelle de la région, la DEBOE a augmenté de 17,3% en un an. **Sur la même période, le département de la Loire-Atlantique enregistre une hausse de 18%.**

Evolution annuelle de la DEF M A (décembre 2012/décembre 2013)

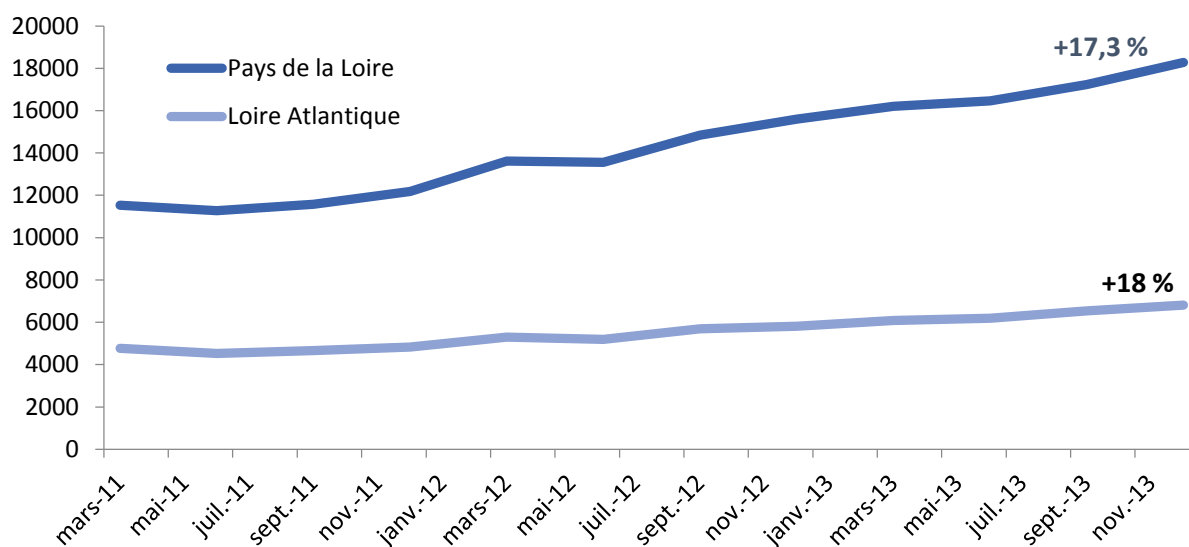
	DEBOE	DE tout public
France	+11,5 %*	+5,7 %**
Pays de la Loire	+17,3%	+6,6%
Loire-Atlantique	+18%	+9,1%

Source : Pôle Emploi, exploitation secondaire par Prachthis

* Observatoire Pôle Emploi des Pays de la Loire

**Pôle Emploi, Dares, Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle Emploi en décembre 2013, janvier 2014, n°006

Evolution de la demande d'emploi (cat. A) dans la Loire-Atlantique



Source : Pôle Emploi, exploitation secondaire par Prachthis

1.2. Les principales caractéristiques des DEBOE

Comparativement à l'ensemble des demandeurs d'emploi de la région, les demandeurs d'emploi de Loire-Atlantique en situation de handicap sont :

- **Plus âgés** : 38% ont plus de 50 ans contre 20% pour l'ensemble de la demande d'emploi
- **Moins diplômés** :
 - o 51% sont titulaires d'un CAP / BEP contre 42% pour l'ensemble de la demande d'emploi
 - o 13% sont dépourvus de diplôme contre 9 % de l'ensemble de la demande d'emploi. Il est important de noter qu'il y a un écart de 4 points avec les DEBOE ligériens (17 %).
- **Et plus exposés au chômage de longue durée** :
 - o 17% sont au chômage depuis 36 mois ou plus contre 12 % pour l'ensemble de la demande d'emploi

Principales caractéristiques des demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi à fin décembre 2013 (catégories A, B, C)

	DEBOE Loire- Atlantique	DEBOE Pays de la Loire	DEFM Loire Atlantique	DEFM tout public Pays de la Loire
Sexe				
Homme	52%	53%	48 %	47%
Femme	48%	47%	52 %	53%
Age				
Moins de 26 ans	6%	5%	21 %	22%
De 26 à 49 ans	56%	54%	60 %	58%
Plus de 50 ans	38%	41%	19 %	20%
Formation				
Bac + 3 et +	5%	4%	15 %	11%
Bac +2	7%	6%	13 %	11%
Bac	17%	14%	22 %	21%
BEP CAP	51%	52%	38 %	42%
Brevet, certificat d'études	7%	8%	5 %	6%
Sans diplôme	13%	17%	7 %	9%
Ancienneté d'inscription				
Moins de 6 mois	30%	28%	42 %	41%
6 mois à 11 mois	19%	18%	18 %	17%
12 mois à 23 mois	23%	23%	21 %	21%
24 mois à 35 mois	11%	12%	8 %	9%
36 mois et plus	17%	18%	11 %	12%
Total	9 146	100 %	103 714	323 727

Source : Pôle Emploi, exploitation secondaire par Prachtis

1.3. Les principaux métiers recherchés par les DEBOE

La plupart des métiers sur lesquels se positionnent les demandeurs d'emploi en situation de handicap nécessitent peu de qualifications. Ils se répartissent principalement dans les secteurs suivants :

- 30% concernent les services à la personne et à la collectivité
- 22% le support à l'entreprise (opérations administratives, accueil et renseignements, etc.)
- et 15% le transport et la logistique.

A fin décembre 2013, en Loire-Atlantique, six métiers regroupent près du quart de la DEBOE (23,4%) :

- nettoyage de locaux,
- opérations administratives,
- maintenance des bâtiments et des locaux,
- assistance auprès des enfants,
- services domestiques,
- et accueil et renseignements.

Les métiers recherchés par les demandeurs d'emploi de Loire-Atlantique à fin décembre 2013

	DEBOE cat.A	Poids des DEBOE
Nettoyage de locaux	343	5,0%
Opération administratives	311	4,5%
Maintenance des bâtiments et des locaux	272	4,0%
Assistance auprès d'enfants	239	3,5%
Services domestiques	228	3,3%
Accueil et renseignements	213	3,1%
Magasinage et préparation de commandes	196	2,9%
Entretien des espaces verts	195	2,8%
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	187	2,7%
Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	167	2,4%
Secrétariat	167	2,4%
Plonge en restauration	129	1,9%
Manutention manuelle de charges	123	1,8%
Sécurité et surveillance privées	116	1,7%
Personnel de caisse	114	1,7%
Assistance auprès d'adultes	105	1,5%
Vente en habillement et accessoires de la personne	93	1,4%
Personnel polyvalent des services hospitaliers	92	1,3%
Personnel polyvalent en restauration	91	1,3%
Comptabilité	88	1,3%

Source : Pôle Emploi Pays de la Loire, observatoire régional de l'emploi

Il est à noter que certains BOE restent inscrits sur leur ancien métier, métier pour lequel ils ont pu être déclarés inaptes.

1.4. Les entrées au chômage suite à un licenciement

Au cours de l'année 2013, 945 habitants de Loire-Atlantique en situation de handicap se sont inscrits sur les listes de Pôle Emploi suite à un licenciement. Ils représentent 7,6% de l'ensemble des demandeurs d'emploi du département nouvellement inscrits pour ce motif, contre 7,5% à l'échelle de la région.

Les entrées au chômage suite à un licenciement –cumul sur l'année 2013

	DEBOE	Tous publics	Part des DEBOE
Loire-Atlantique	945	12 475	7,6 %
Pays de la Loire	2 417	32 218	7,5 %
% région	39,1 %	38,7 %	/

Source : Pôle Emploi, exploitation secondaire par Prachis

1.5. Les sorties du chômage

Les DEBOE représentent une faible part des sorties des fichiers de Pôle Emploi. Sur l'année 2013, ils représentent 6,9 % des sorties à l'échelle de la Loire Atlantique, 6% à l'échelle de la région.

Ils quittent notamment moins les listes pour une reprise d'emploi que le reste de la population : 12 % pour les DEBOE contre 18 % pour l'ensemble de la DEFM à l'échelle du département de la Loire Atlantique.

Les DEBOE sont en revanche plus représentés que les DE tous publics parmi les personnes qui sortent des fichiers pour un arrêt de la recherche d'emploi (respectivement 13% et 8%).

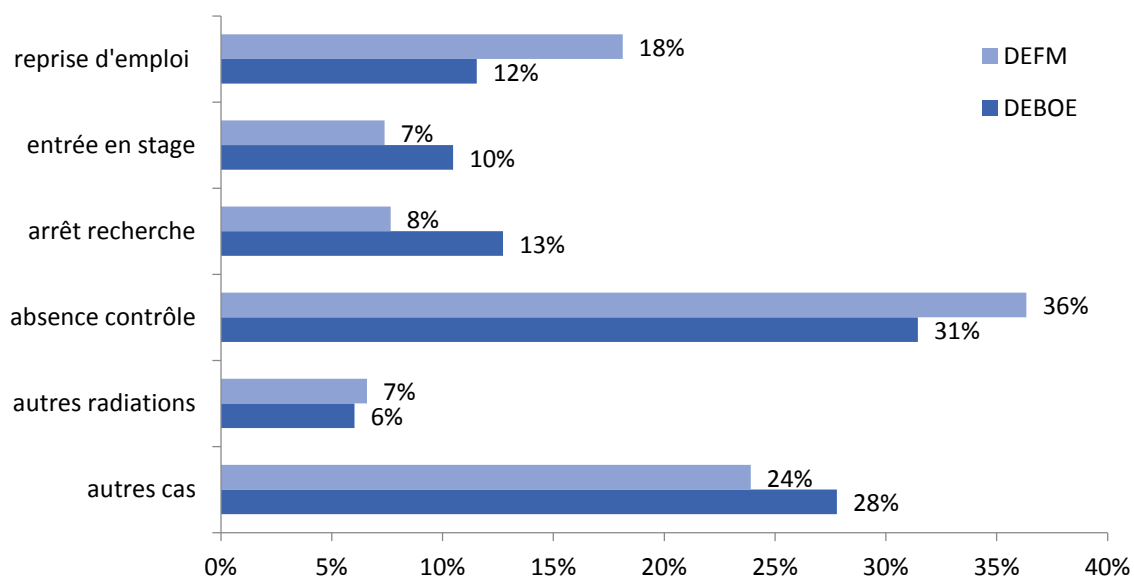
Les sorties du chômage en Loire-Atlantique – cumul sur l'année 2013

	DEBOE	Tous publics	Part des DEBOE
Loire-Atlantique	9 660	140 299	6,9 %
Pays de la Loire	22 022	367 960	6 %
% région	43,9 %	38,1 %	/

Source : Pôle Emploi, exploitation secondaire par Prachis

Précisons que le poids des sorties pour une reprise d'emploi est généralement sous-évalué (quelle que soit la population concernée), une partie des demandeurs d'emploi ayant trouvé un travail ne renouvelle simplement pas leur inscription. Ils viennent ainsi artificiellement gonfler le nombre de sorties pour radiation sans toutefois que cette proportion soit quantifiable.

Répartition des sorties du chômage selon les motifs en Loire Atlantique – cumul sur l'année 2013



Source : Pôle Emploi, exploitation secondaire par Prachtis

2. Les embauches dans les dispositifs : SIAE et contrats aidés

2.1. L'entrée des personnes en situation de handicap dans les SIAE

En 2013, 480 personnes en situation de handicap sont entrées dans une Structure d'Insertion par l'Activité Economique dans le département, soit 47,4% des entrées de la région.

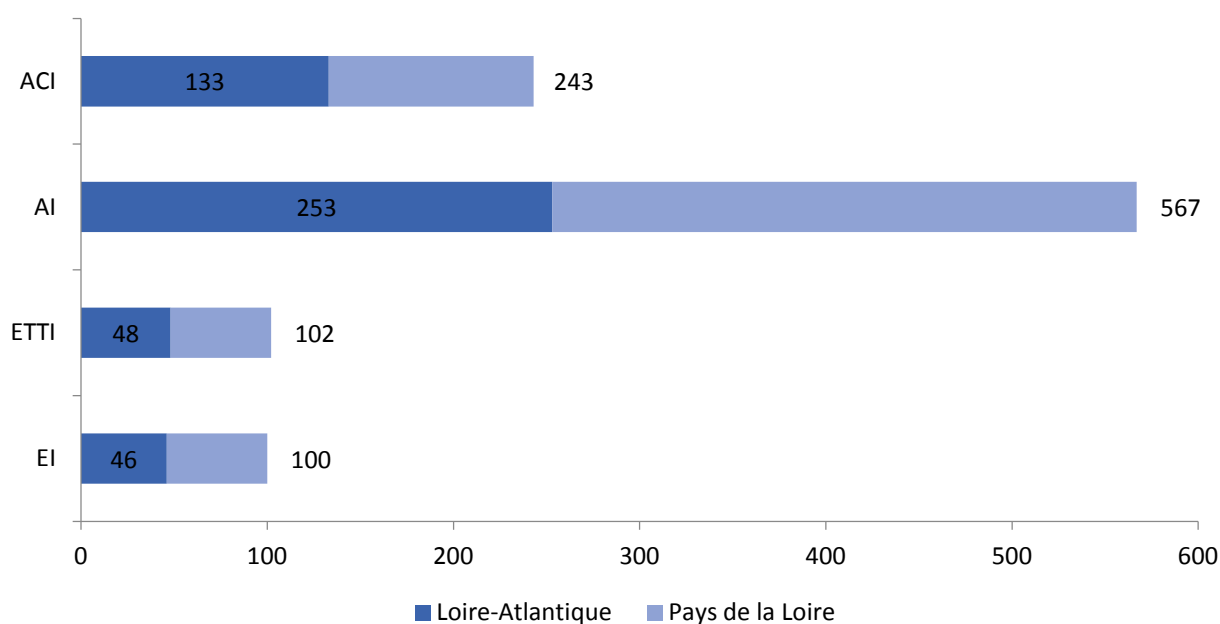
En un an, on constate une hausse de 4,6% des entrées en SIAE en Loire-Atlantique (hausse de 4% pour les Pays de la Loire entre 2012 et 2013).

Ce sont dans les Associations Intermédiaires que les habitants de Loire-Atlantique en situation de handicap sont les plus représentés (52,7%), contre 9,6% dans les ETTI.

Entre 2012 et 2013, les entrées en EI (+17,9%) et en ETTI (+29,7%) ont augmenté dans le département plus fortement que dans la région qui connaît une augmentation de 7,5% pour les entrées en EI et 8,5% pour les entrées en ETTI sur la même période.

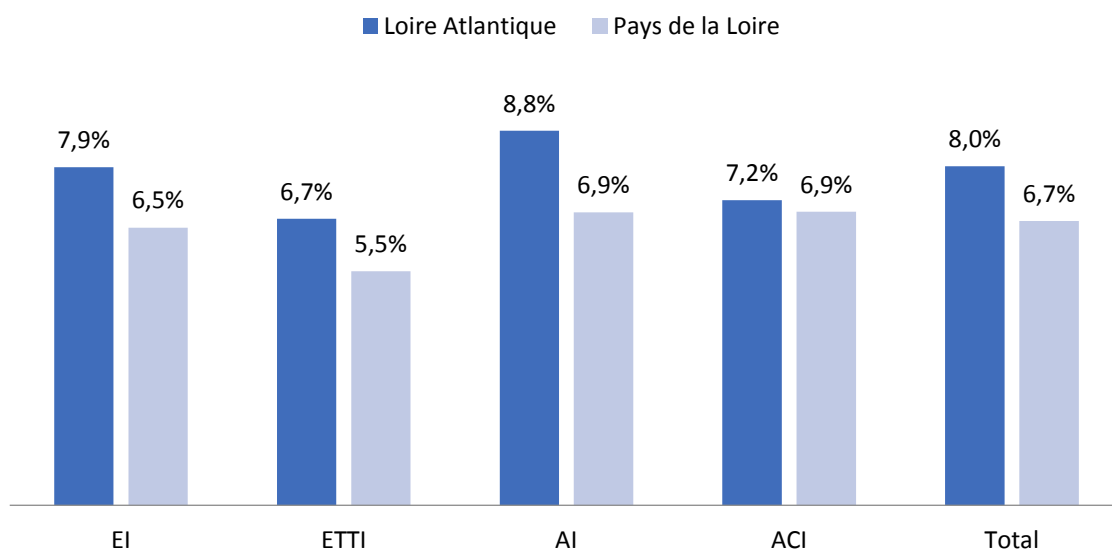
Les entrées en ACI ont également progressé dans le département (+8,1%) alors qu'elles régressent dans la région (-2,4%). Au contraire, les entrées en AI dans le département ont diminué entre 2012 et 2013 (-2,7%) alors qu'elles ont augmenté dans la région (+5,4%).

Entrées des TH par type de structures (2013)



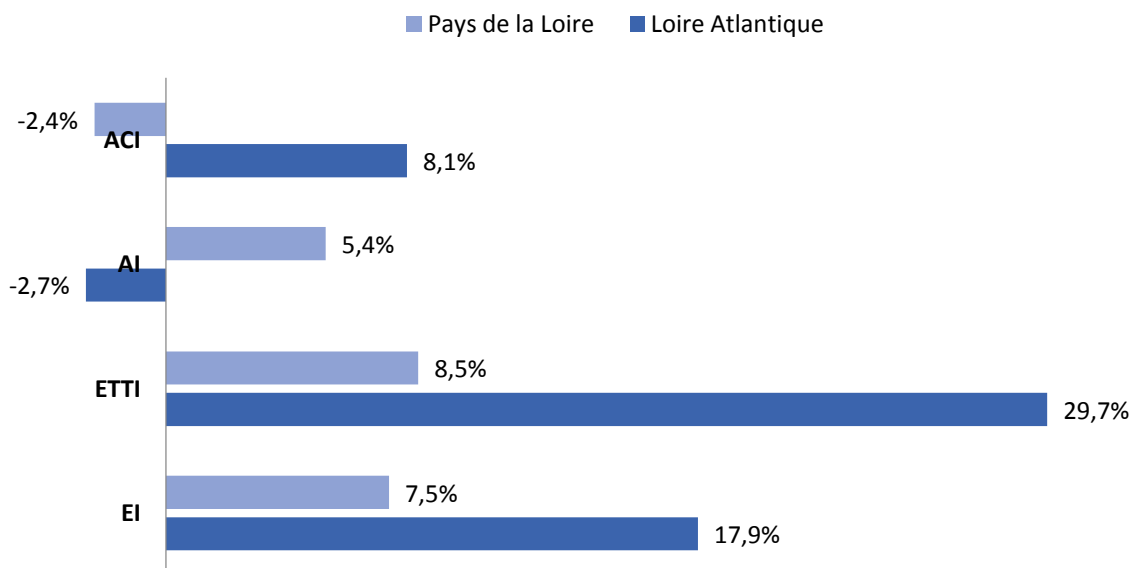
Source : Direccte, exploitation secondaire par Prachthis

Poids des TH par type de structures (2013)



Source : Direccte, exploitation secondaire par Prachthis

Evolution du nombre de TH par type de structures (2012/2013)



Source : Direccte, exploitation secondaire par Prachthis

2.2. L'entrée des personnes en situation de handicap dans les contrats aidés

En Loire-Atlantique, 773 personnes en situation de handicap sont entrées en contrat aidé en 2013 (+21,4 % en un an).

La progression à l'échelle du département est plus importante que celle enregistrée en région (+ 17,5%) sur la même période avec un total de 2 145 contrats signés.

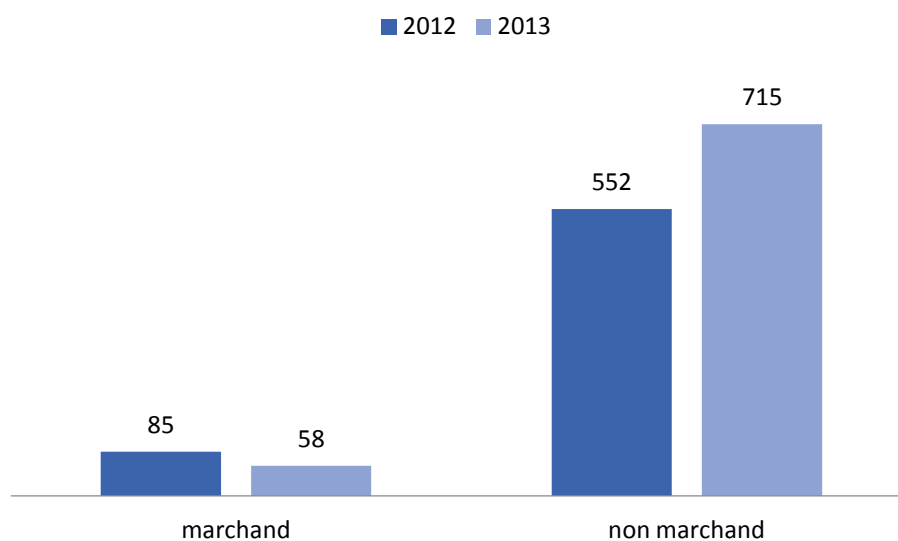
92,5% des contrats aidés signés relèvent du secteur non marchand (92% en Pays de la Loire).

Poids des TH dans les contrats aidés en Loire-Atlantique

	Marchand	Non Marchand
TH	58	715
TH en Pays de la Loire	174	1 971
% de TH	33,3 %	36,3 %
Tout public Pays de la Loire	1 877	15 211
% des TH	3,1 %	4,7 %

Source : Dares via la Direccte, hors données emplois d'avenir, exploitation secondaire par Practhis

Entrées des TH dans les contrats aidés en Loire Atlantique



Source : Dares vis la Direccte, hors données emplois d'avenir, exploitation secondaire par Practhis

2.3. Les entrées dans les EA et les ESAT

En 2013, 14 Entreprises Adaptées (EA) sont installées en Loire-Atlantique, soit 25% des EA de la région (57).

Avec 816 aides au poste consommées, le taux de consommation de la Loire-Atlantique s'établit à 99%, soit 2,4 points de plus que la région.

26 ESAT sont recensés en Loire-Atlantique⁴, soit 29% des établissements de la région (90 ESAT recensés en Pays de la Loire à cette même date). En 2013, 2 446 places autorisées ont été comptabilisées à l'échelle du département, soit 36,8 % des places autorisées de la région.

Les aides au poste ouvertes et consommées dans les EA en 2013

	Enveloppe « aides au poste » ouverte en 2013	Aides consommées par les EA en 2013	Taux de consommation
Loire-Atlantique	823	816	99%
Région	2 499	2 416	96,6%
Poids de la Loire-Atlantique	32,9 %	33,8%	/

Source : Direccte

Les places autorisées dans les ESAT en 2013

	Places autorisées*
Loire-Atlantique	2 446
Région	6 649
Poids de la Loire-Atlantique	36,8 %

Sources :

*Site internet du GESAT, données au 15/07/2014

⁴ Site internet du réseau Gesat, données du 9 janvier 2015

3. Les placements réalisés par Cap emploi

Au cours de l'année 2013, 4 544 placements ont été réalisés par Cap Emploi, soit une hausse de 20% en un an dans les Pays de la Loire. Cette progression est nettement supérieure à celle observée sur le territoire national (+7%).

1 744 placements ont été réalisés à l'échelle de la Loire-Atlantique, soit 38% des placements de la région. En un an, le nombre de placements a progressé moins vite à l'échelle du département (+9,4%) qu'à l'échelle de la région (+20%).

La part des contrats de trois mois et plus est inférieure à celle enregistrée au niveau de la région (respectivement 55% et 61%). Elle est également moins importante qu'au niveau de la France (75%).

Les placements de 3 mois et plus sont avant tout réalisés dans le secteur privé (81% pour la Loire-Atlantique, 80% pour les Pays de la Loire). Les taux d'accès à un emploi durable 6 mois après le début de l'accompagnement sont équivalents dans la Loire-Atlantique et dans la région 26%. Le taux des offres satisfaites est de 47% dans le département contre 39% dans la région et 50% en France.

Les placements Cap emploi en 2013

	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	Poids de la Loire-Atlantique dans la région	France
Placements	1 744	4 544	38%	70 449
Evolution 2012 / 2013	+9,4%	+20%	/	+7%
Contrats de 3 mois et +	957	2 767	35%	52 933
Part des contrats de 3 mois et plus	55%	61%	/	75%

Source : tableau de bord Agefiph, n°23, bilan à fin mars 2014

Les caractéristiques des placements en 2013

	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	France
% employeurs publics*	19%	20%	26%
% de TH en emploi durable à 6 mois**	26%	26%	30%
Taux d'offres satisfaites	47%	39%	50%

Source : tableau de bord Agefiph, n°23, bilan à fin mars 2014

*Part calculée pour les contrats de 3 mois et plus

**Signature d'un contrat de 6 mois ou plus, en CDD ou CDI, 6 mois après l'entrée en Service d'Appui à l'Accès à l'Emploi (SPH4).

4. Les créations d'activité financées par l'Agefiph

En 2013, le nombre de créations d'activité financées par l'Agefiph a progressé de 17%, pour s'établir à 163 projets financés.

Les créations d'activité en Loire-Atlantique représentent plus de la moitié des créations d'activité financées par l'Agefiph dans la région avec un poids de 52,8% (86 projets en progression de 39% en un an). La part des créations financées par l'Agefiph reste très faible au regard de la totalité des créations d'activité, moins de 1% à l'échelle du département comme à l'échelle de la région.

Les créations d'activité financées par l'Agefiph en 2013

	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	Poids du département dans la région
Nombre de créations financées l'Agefiph	86	163	52,8%
Evolution 2012/2013	+39%	+17 %	/
Nombre de créations tous publics	15 202	33 690	45,1%
Poids des créations financées par l'Agefiph dans l'ensemble des créations	0,6%	0,5%	

Source : tableau de bord Agefiph, n°23, bilan à fin mars 2014, exploitation secondaire par Practhis

L'accès employeur

1. Les entreprises en Loire-Atlantique

1.1. Les établissements d'au moins un salarié

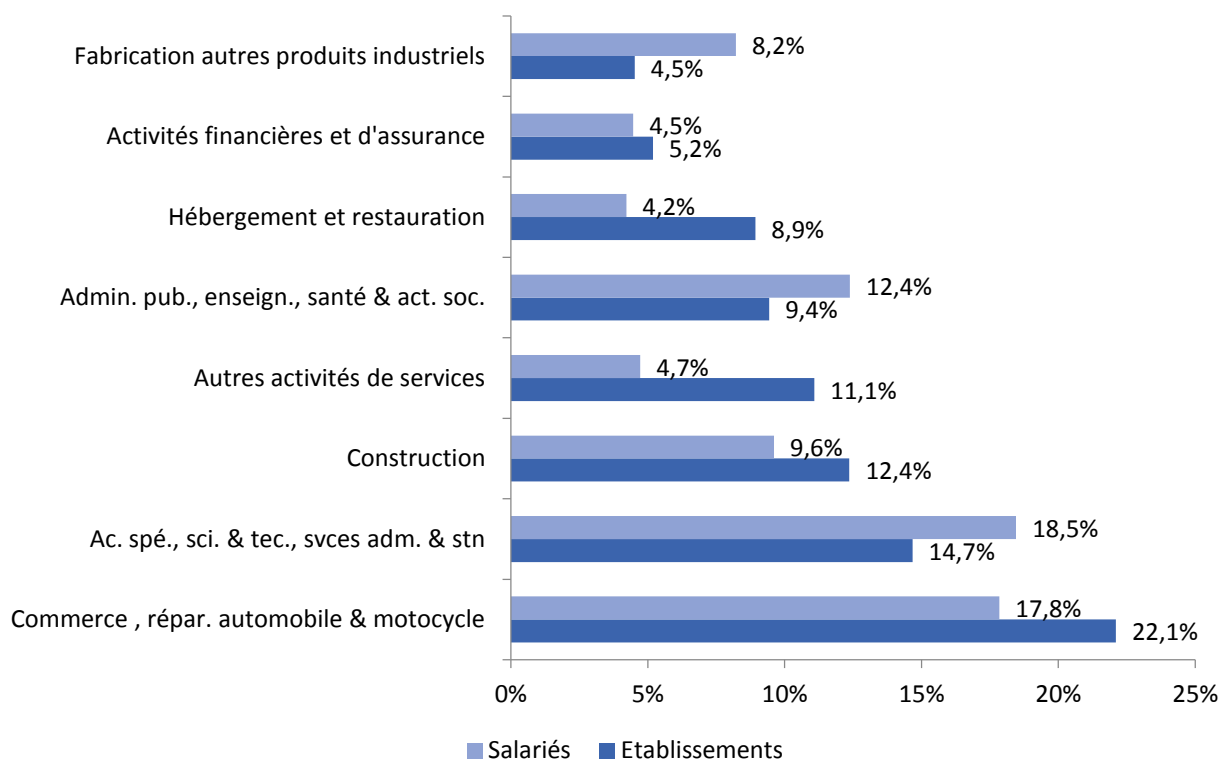
A l'échelle de la région comme à celle du département, on enregistre une perte d'établissements (respectivement -1% et -1,6%).

A l'échelle du département, les effectifs salariés tendent également à régresser (-1,4%). En revanche, ils progressent à l'échelle de la région (+1,5%).

	Etablissements		Effectifs salarié	
	2010	Evolution 2009-2010	2010	Evolution 2009-2010
Loire-Atlantique	31 470	-1,6%	363 585	-1,4%
Pays de la Loire	83 290	-1%	956 337	+1,5%
Poids de la Loire-Atlantique dans la région	38%	/	38%	/

Source : Pôle Emploi, site internet <http://www.pole-emploi.org/statistiques/selectionstatistique>

1.2. Répartition des établissements et effectifs salariés dans les secteurs les plus présents en Loire-Atlantique



Source : Pôle Emploi, site internet <http://www.pole-emploi.org/statistiques/selectionstatistique>

Traitements secondaires par Prachtis

2. Les modalités de réponse à l'obligation d'emploi

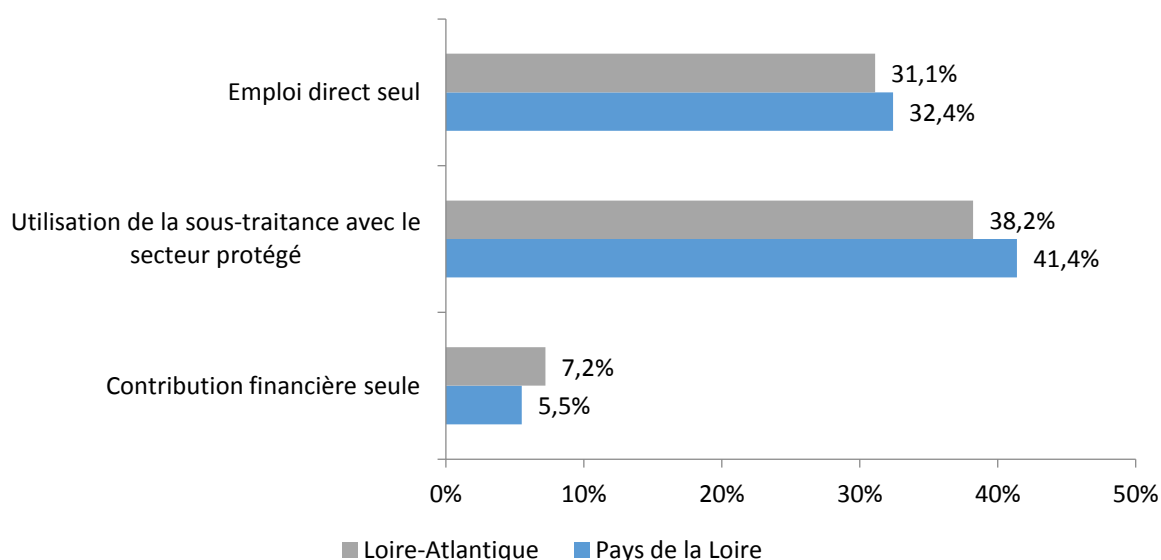
2.1. Les employeurs privés assujettis à l'obligation d'emploi en Loire-Atlantique

En 2010⁵, le département de Loire-Atlantique comptait 2 197 établissements assujettis à l'obligation d'emploi dans le secteur privé, soit 37% des établissements assujettis de la région (+0,4% par rapport à 2009).

Les établissements assujettis comptaient 2,9% de bénéficiaires de l'obligation d'emploi (3% en Pays de la Loire) avec pour principales modalités de réponses :

- Pour 7,2% des établissements assujettis : versement de la contribution financière
- Pour 38,2% : utilisation de la sous-traitance avec le secteur protégé
- Pour 31,1% des établissements assujettis : emploi direct seul

Principales modalités de réponse à l'obligation d'emploi dans les établissements privés assujettis



Source : DARES / Direccte, DOETH (données provisoires)

⁵ Depuis 2013, ce n'est plus l'Etat mais l'Agefiph qui a en charge la gestion de la DOETH (décret n°2012-1354 du 4 décembre 2012 faisant suite au projet de loi de finances pour 2011, n°2824).
Nous n'avons pas à ce jour de données plus récentes concernant la DOETH dans le secteur privé.

2.2. Les établissements à quota zéro (EQZ)

A l'occasion de la collecte 2012, la région Pays de la Loire compte 391 établissements n'engageant aucune action en faveur de l'obligation d'emploi des personnes en situation de handicap, soit 14% des établissements contribuant à l'Agefiph. Les Pays de la Loire, comme l'ensemble de ses départements, sont en-deçà du ratio national qui s'établit à 19%.

En Loire-Atlantique, 161 établissements n'ont pas engagé d'action en faveur de l'obligation d'emploi, soit 15% des établissements contribuant. Le nombre d'EQZ a diminué de 13 % en Loire-Atlantique entre 2011 et 2012. Cette diminution est plus forte que celles que connaissent la région et la France (respectivement -1,3% et -1,8%).

Nombre d'établissements à quota zéro (EQZ) – collecte 2012 –

	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	France
Nombre d'EQZ	161	391	8 778
Evol N/N-1	-13%	-1,3%	-1,8%
Part des EQZ parmi les contributeurs	15%	14%	19%

Source : tableau de bord de l'Agefiph Pays de la Loire, n°23, bilan à mars 2014

Le maintien dans l'emploi

1. Les salariés à risque d'invalidité

En 2013, les CPAM ont recensé 29 298 assurés sociaux en arrêt de travail de 90 jours ou plus (+7,3% en un an).

En Loire-Atlantique, 10 112 assurés sociaux ont été en arrêt de travail de 90 jours ou plus, soit 34,5% des arrêts de la région.

La même année, 3 398 arrêts de travail de 90 jours ou plus ont été enregistrés à l'échelle de la région, dont 36,3% dans le département de la Loire-Atlantique. Ces arrêts font plus largement suite à un accident du travail (72% des cas) qu'à une maladie professionnelle (28% des cas).

Les arrêts maladie de 90 jours ou plus (assurés du régime général)

	Assurés en arrêt de travail de 90 jours et plus (2012)	Assurés en arrêt de travail de 90 jours et plus (2013)	Evolution annuelle des assurés en arrêt de 90 jours et plus (2012/2013)
Loire-Atlantique	9 635	10 112	+5%
Pays de la Loire	27 296	29 298	+7,3 %
Poids de la Loire-Atlantique dans la région	35,3%	34,5%	-0,8%

Source : Carsat, bilan 2013 de la Prévention de la Désinsertion Professionnelle – Pays de la Loire

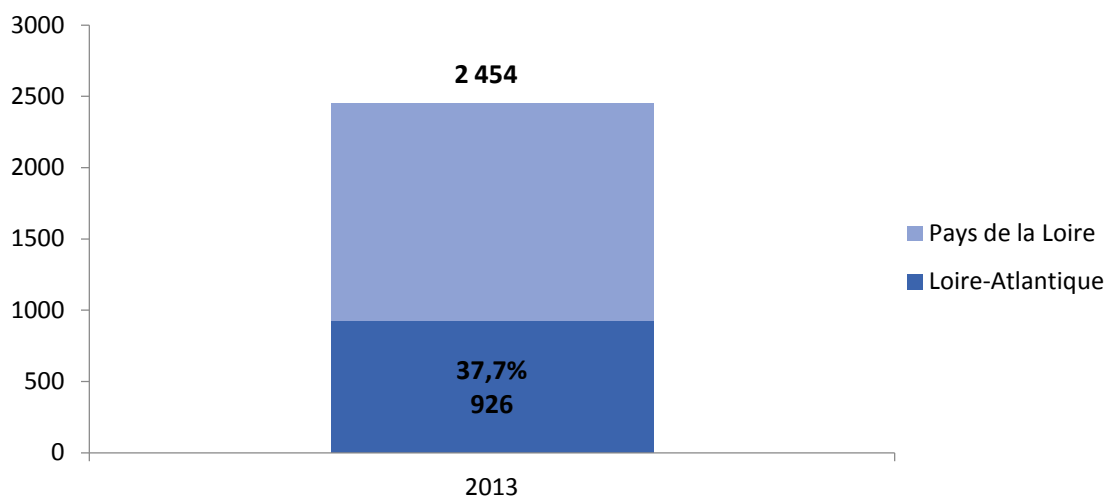
Les accidents du travail et maladies professionnelles avec IP en 2013 (assurés du régime général)

	AT avec arrêt de 90 jours et plus	MP avec arrêt de 90 jours et plus	Total
Loire-Atlantique	889	343	1 232
Pays de la Loire	2 317	1 081	3 398
Poids de la Loire-Atlantique dans la région	38,4 %	31,7%	36,3%

Source : Carsat – Pays de la Loire

En plus des arrêts à 90 jours, 926 signalements émanant des médecins conseils ont été adressés par le service médical au service social de la Carsat. Ces signalements représentent 37,7% des signalements de la région.

Signalements du service médical vers le service social de la Carsat en 2013



Source : Carsat, bilan 2013 de la Prévention de la Désinsertion Professionnelle – Pays de la Loire

Les signalements réalisés par les médecins conseils :

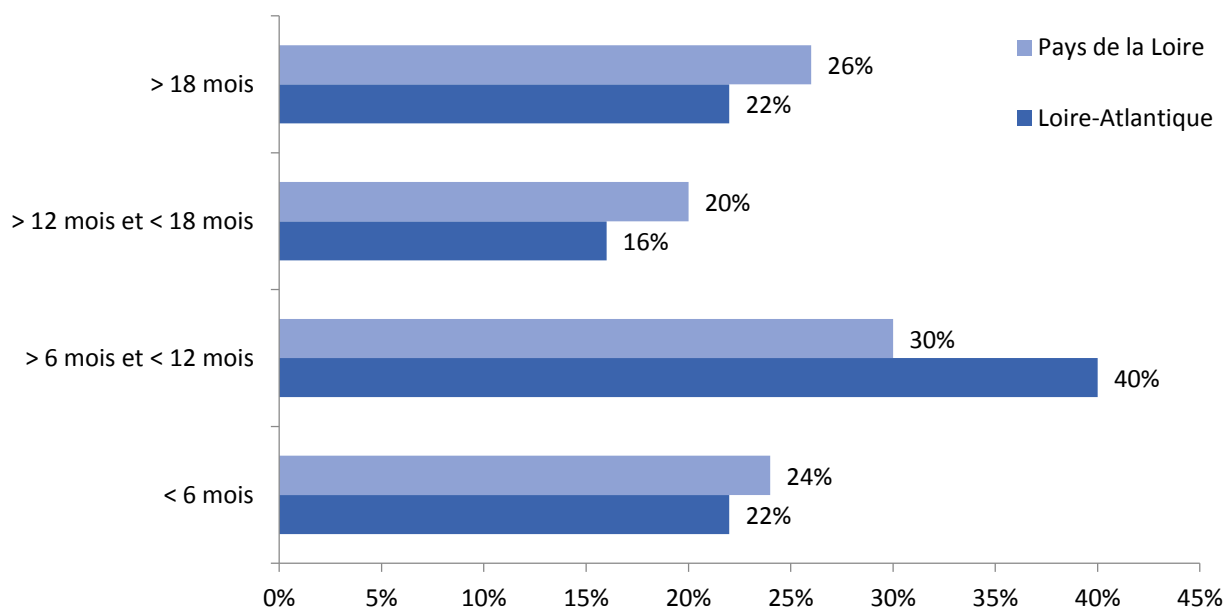
- Pour 40 % des signalements, il s'agit d'arrêts compris entre 6 et 12 mois (30 % à l'échelle de la région)
- Pour 22 % des signalements, il s'agit d'arrêts supérieurs à 18 mois (26 % à l'échelle de la région)

Précocité des signalements par les médecins conseils au service social de la Carsat en 2013

	< 6 mois	>6 mois et < 12 mois	> 12 mois et < 18 mois	> 18 mois
Loire-Atlantique	22%	40%	16%	22%
Pays de la Loire	24%	30%	20%	26%

Source : Carsat, bilan 2013 de la Prévention de la Désinsertion Professionnelle – Pays de la Loire

Délais des signalements en 2013



Source : Carsat, bilan 2013 de la Prévention de la Désinsertion Professionnelle – Pays de la Loire

2. Les assurés pris en charge au titre de la Prévention de la Désinsertion Professionnelle

En 2013, le département de Loire Atlantique comptabilise 10 112 arrêts de 90 jours et plus. Parmi eux, 36% (soit 3 629 assurés) ont répondu favorablement à l'offre de service du service social de la Carsat (par le biais d'un entretien individuel ou d'une information collective)⁶.

Parmi les 3 629 assurés ayant eu un premier niveau d'information, 2 041 poursuivront un accompagnement social individuel par la Carsat dans le cadre de la Prévention de la Désinsertion Professionnelle (soit 20,2 % des assurés ayant eu un arrêt de 90 jours ou plus).

Assurés pris en charge en 2013 par le service social de la Carsat dans le cadre de la PDP

	Loire-Atlantique	Pays de la Loire	Poids du département
Assurés accompagnés par le service social au titre de la PDP	2 041	6 528	31,3%

Source : Carsat, bilan 2013 de la Prévention de la Désinsertion Professionnelle – Pays de la Loire

Le bilan 2013 de la Carsat fait mention de deux chiffres distincts sur le nombre d'assurés pris en charge au titre de la PDP : 6 528 (p.31 – indicateur S1) et 7 181 (p.15).
Les données par département étant ventilées uniquement p.31, nous avons pris le chiffre de 6 528 comme base de comparaison régionale.

⁶ Carsat, service social de Loire Atlantique, rapport d'activité 2013, p.18

Zoom sur l'activité de la cellule PDP

Au cours de l'année 2013, 501 situations complexes ont été examinées dans le cadre de la cellule PDP. **Les assurés sociaux de la Loire-Atlantique représentent 33% des situations traitées à l'échelle de la région (164 situations),** soit une baisse de 23,4% en un an.

Les profils des assurés dont les situations sont examinées dans le cadre de la cellule PDP se caractérisent par :

- une plus forte représentation d'hommes (58% en Loire-Atlantique, 55% en Pays de la Loire)
- pour ce qui est de l'âge, 35% des assurés ont entre 40 et 49 ans (39% dans les Pays de la Loire).

Les situations traitées dans le cadre de la cellule PDP

	Loire-Atlantique	Pays de la Loire
Nombre de situations traitées en cellule PDP	164	501
Part des situations traitées dans la région	33%	100%
Evolution entre 2012 et 2013	-23,4%	- 6,5%

Source : Carsat, bilan 2013 – Prévention de la Désinsertion Professionnelle

Répartition par sexe des situations traitées dans le cadre de la cellule PDP en 2013

	Sexe	
	Homme	Femme
Loire-Atlantique	95	68
Poids du département	58%	42%
Pays de la Loire	274	226
Poids de la région	55%	45%

Source : Carsat, bilan 2013 – Prévention de la Désinsertion Professionnelle

Répartition par tranche d'âge des situations traitées dans le cadre de la cellule PDP en 2013

	Tranche d'âge				
	Moins de 30 ans	De 30 à 39 ans	De 40 à 49 ans	De 50 à 55 ans	Plus de 55 ans
Loire-Atlantique	10	40	57	47	9
Poids du département	6%	25%	35%	29%	5%
Pays de la Loire	36	109	193	115	47
Poids de la région	7%	22%	39%	23%	9%

Source : Carsat, bilan 2013 – Prévention de la Désinsertion Professionnelle

3. Les dispositifs mobilisés au titre du maintien dans l'emploi

3.1. Les mesures mobilisées par les Sameth

1 744 mesures ont été mobilisées par les Sameth de la région en 2013 (plusieurs mesures peuvent être sollicitées pour un seul parcours). 520 mesures ont été mobilisées en Loire-Atlantique, soit 29,8% des mesures de la région.

Trois mesures concentrent un peu plus de la moitié des outils mobilisés par les Sameth dans les Pays de la Loire :

- les aides à l'aménagement des situations de travail : 33% de l'ensemble des mesures (29% en Loire-Atlantique)
- les prestations ponctuelles spécifiques maintien : 12% des mesures (11% en Loire-Atlantique)
- les aides relatives à la compensation du handicap : 10% des mesures (8% en Loire-Atlantique)

Répartition des mesures mobilisées par les Sameth en 2013

	Loire-Atlantique	Poids du type de mesure sur l'ensemble dans le département	Pays de la Loire	Poids du type de mesure sur l'ensemble dans la région
Aide à l'aménagement des situations de travail	148	29%	573	33 %
Prestations ponctuelles spécifiques maintien	59	11%	216	12 %
Aide à la compensation du handicap	44	8%	166	10 %
Formations	21	4%	112	6 %
Bilans (dont PSOP*)	16	3%	62	4 %
Aides financières maintien	35	7%	82	5 %
EPAAST**	28	5%	95	5 %
RLH***	10	2%	87	5 %
Autres	159	31%	351	20 %
TOTAL	520	100 %	1 744	100 %

Source : Agefiph, bilan d'activité des Sameth, Pays de la Loire, 2013

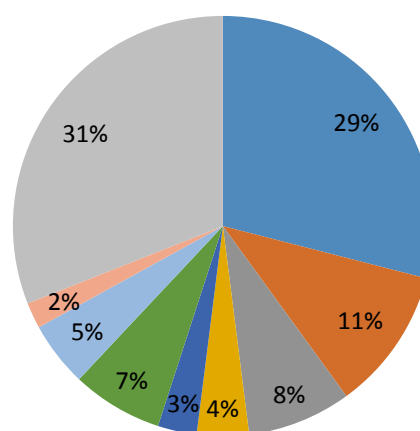
* PSOP : Prestation Spécifique d'Orientation Professionnelle

**EPAAST : Etude Préalable à l'Aménagement et l'Adaptation des Situations de Travail

*** RLH : Reconnaissance de la Lourdeur du Handicap

Mesures mobilisées par les Sameth en 2013

- Aide à l'aménagement des situations de travail
- Prestations ponctuelles spécifiques maintien
- Aide à la compensation du handicap
- Formations
- Bilans (dont PSOP*)
- Aides financières maintien
- EPAAST**
- RLH***
- Autres



Source : Agefiph, bilan d'activité des Sameth, Pays de la Loire, 2013

* PSOP : Prestation Spécifique d'Orientation Professionnelle

**EPAAST : Etude Préalable à l'Aménagement et l'Adaptation des Situations de Travail

*** RLH : Reconnaissance de la Lourdeur du Handicap

3.2. Les mesures mobilisées suite à l'examen des situations par la cellule PDP

395 mesures ont été mobilisées en 2013 à la suite des examens de situations dans le cadre de la cellule PDP, soit une diminution de 38 % en un an. 102 mesures ont été mobilisées sur la même période en Loire-Atlantique, soit 31% des mesures de la région.

- En 2013, 66% sont des Modules d'Orientation Approfondie durant les Indemnités Journalières (MOAIJ), contre 39% dans les Pays de la Loire
- En 2013, 11% sont des Prestations Spécifiques d'Orientation Professionnelle, contre 15% dans les Pays de la Loire
- Toujours sur la même période, 11% sont des Contrats de Rééducation Professionnelle en Entreprise, contre 5% dans la région

Répartition des mesures mobilisées au titre de la cellule PDP

	MOAIJ*	PSOP**	Bilan de compétences	CRPE**	Formation en CRP****	Formation qualifiante de droit commun	Relais partenaire	RQTH	Autres	Total
Loire-Atlantique	67	11	2	11	1	1	1	0	8	102
Poids du département	66%	11%	2%	11%	1%	1%	1%	0%	7%	100%
Pays de la Loire	154	58	26	19	2	5	5	58	68	395
Poids de la région	39 %	15 %	7 %	5 %	0 %	1 %	1 %	15 %	17 %	100%

Source : Carsat, bilan 2013 – Prévention de la Désinsertion Professionnelle

*MOAIJ : Module d'Orientation Adaptée durant les Indemnités Journalières

**PSOP : Prestation Spécifique d'Orientation Professionnelle

***CRPE : Contrat de Rééducation Professionnelle en Entreprise

****CRP : Centre de Rééducation Professionnelle

4. Les maintiens dans l'emploi

4.1. Les maintiens réalisés par les Sameth

En 2013, 1 009 maintiens ont été réalisés par les Sameth des Pays de la Loire, soit une baisse de 3% en un an. **Les maintiens réalisés en Loire-Atlantique représentent 33% des maintiens de la région. Comparativement à la région, on note moins de salariés de 50 ans et plus maintenus en emploi dans le département (respectivement 38% et 30%).**

En 2013, 67 maintiens pour 100 000 actifs en emploi ont été réalisés dans la région, ratio supérieur de trois points à l'échelle nationale (64 maintiens pour 100 000 actifs). **60 maintiens pour 100 000 actifs ont été réalisés en Loire-Atlantique, ratio inférieur à ceux observés à l'échelle régionale et nationale.**

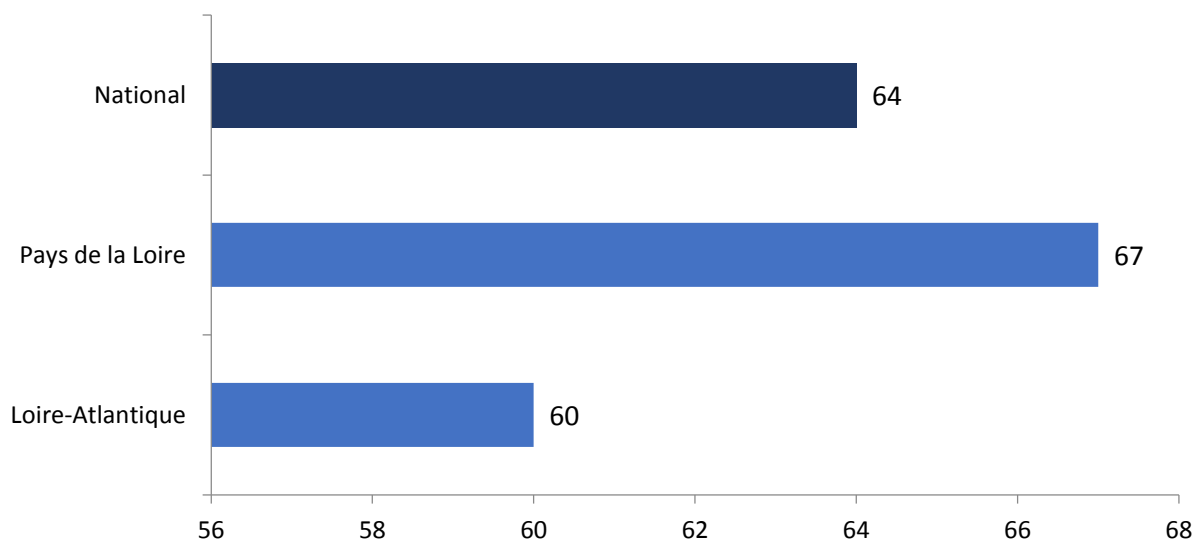
A l'échelle du département, 83% des maintiens ont permis aux salariés de rester sur leurs postes de travail initial (contre 80% à l'échelle des Pays de la Loire).

Les maintiens réalisés par les Sameth en 2013

	Nombre de maintiens réalisés en 2013	Dont % 50 ans et plus
Loire-Atlantique	333	30%
Pays de la Loire	1 009	38%
Poids du département dans la région	33%	/

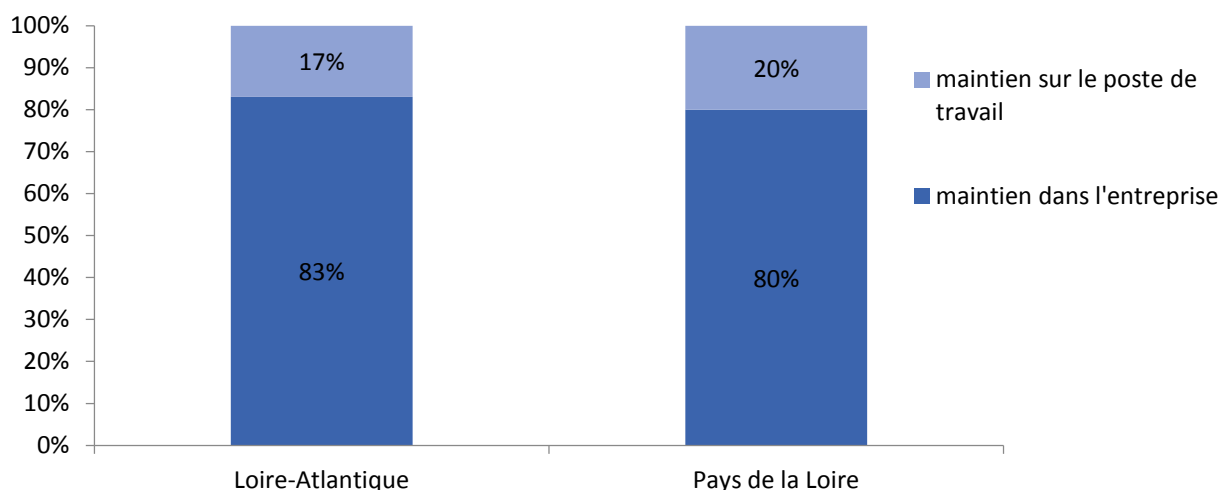
Source : tableau de bord Agefiph, n° 23, bilan à fin mars 2014

Nombre de maintiens pour 100 000 actifs en 2013



Source : tableau de bord Agefiph, n° 23, bilan à fin mars 2014

Les types de maintiens réalisés en 2013



Source : Agefiph, bilan d'activité des Sameth, Pays de la Loire, 2013

4.2. La situation des assurés à l'issue de l'examen de leur situation par la cellule PDP

La situation d'un assuré peut être examinée plusieurs fois par la cellule PDP et sur deux années civiles. En Pays de la Loire en 2013, le nombre moyen d'examen d'un dossier par la cellule PDP est de 1,45⁷.

Les situations ici présentées concernent les assurés sociaux qui ne feront plus l'objet d'un examen par la cellule PDP. Notons toutefois que cela « ne signifie pas nécessairement que le processus de maintien dans l'emploi ait été conduit jusqu'à son terme. A noter qu'un certain nombre d'entre eux peuvent faire l'objet d'un accompagnement de la part du service social »⁸ ; accompagnement qui se prolonge au-delà de l'examen de la situation par la cellule.

Comme pour le détail des mesures mobilisées, nous ne disposons pas d'information ventilée par département concernant les maintiens réalisés au titre de la Prévention de la Désinsertion Professionnelle.

Au titre de l'assurance maladie, les situations s'apprécient autour de 4 catégories :

- Maintien en emploi : Maintien dans l'entreprise au même poste/à un autre poste, Reprise activité dans autre entreprise en CDI/en CDD/en intérim, Création d'entreprise
- Maintien sur le marché du travail : Orientation vers partenaire chargé de l'insertion, formation professionnelle, demandeur d'emploi suite licenciement pour inaptitude/suite fin de contrat fin de mission
- Sortie avec solutions sociales : Fin d'intervention PDP suite invalidité, incapacité AT/MP, retraite
- Interruption de la prise en charge : Fin d'intervention PDP suite aggravation état de santé, décès, intervention à l'initiative de l'assuré

⁷ Carsat, bilan 2013 – Prévention de la Désinsertion Professionnelle, p.13

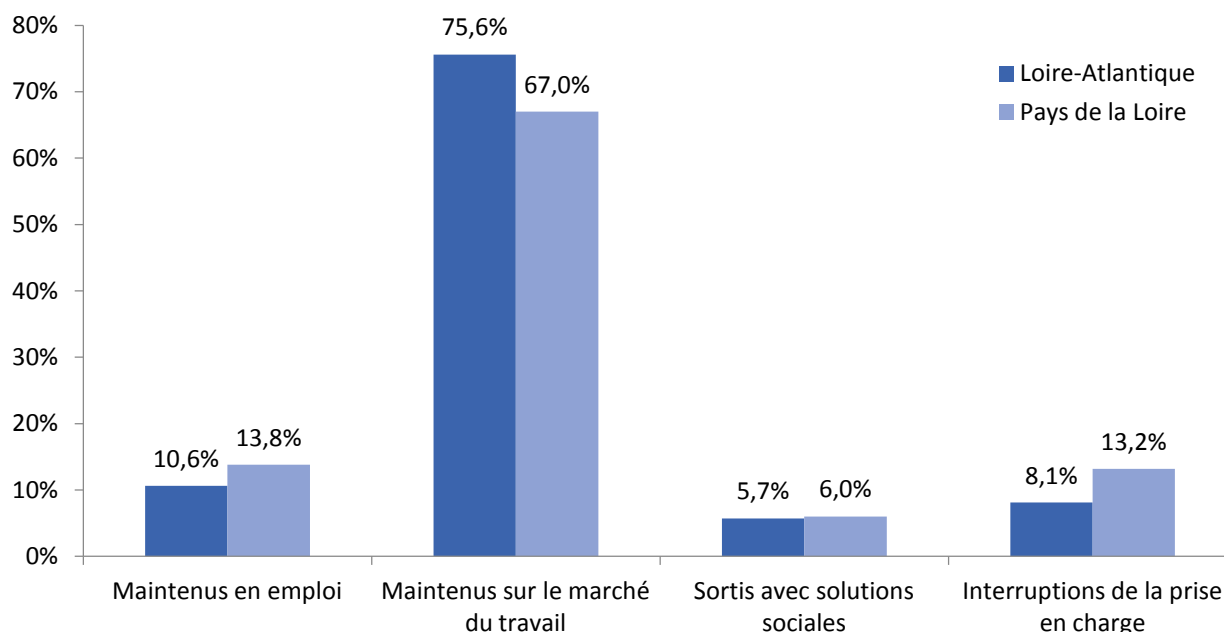
⁸ Carsat, bilan 2013 – Prévention de la Désinsertion Professionnelle, p.14

En 2013, 392 assurés sociaux ont fait l'objet d'un ou plusieurs examens par la cellule PDP. **Parmi eux, 123 assurés résident en Loire-Atlantique, soit 31,4% des assurés de la région.**

Leurs situations à l'issue de l'examen par la cellule PDP se répartissent de la manière suivante :

- 75,6% sont toujours en lien avec le marché du travail, contre 67% à l'échelle de la région
- 10,6% sont maintenus en emploi, contre 13,8% à l'échelle de la région
- 5,7% sont sortis avec une solution sociale, contre 6% dans les Pays de la Loire
- 8,1% assurés pour lesquels la prise en charge a été interrompue, contre 13,2% dans les Pays de la Loire

Situation des assurés sociaux au terme du ou des examens par la cellule PDP en 2013



Source : Carsat, bilan 2013 – Prévention de la Désinsertion Professionnelle

Situations des assurés sociaux au terme du ou des examens par la cellule PDP en 2013

	Loire-Atlantique	Pays de la Loire
Maintenus en emploi	10,6%	13,8%
Maintenus sur le marché du travail	75,6%	67%
Sortis avec solutions sociales	5,7%	6%
Interruption de la prise en charge	8,1%	13,2%
Total	100 %	100 %

Source : Carsat, bilan 2013 – Prévention de la Désinsertion Professionnelle

Notons qu'il ne s'agit pas des résultats à l'issue de l'accompagnement puisque l'accompagnement par le service social de la Carsat peut se poursuivre.

5. Les licenciements pour inaptitude

Depuis 2011 les entrées en assurance chômage suite à un licenciement pour inaptitude sont en augmentation en Pays de la Loire. Ce sont ainsi, 4 011 entrées en assurance chômage suite à un licenciement pour inaptitude qui ont été enregistrées en 2013, soit une hausse de 0,7 % en un an.

Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi ligériens représentent 16% des entrées au chômage suite à un licenciement pour inaptitude. Leur part progresse depuis 2011 pour s'établir à 643 entrées en 2013 (+30% en un an).

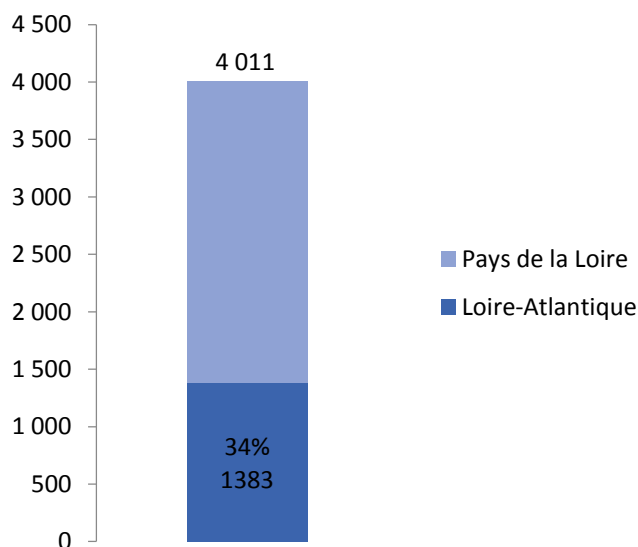
En Loire-Atlantique, 1 383 licenciements pour inaptitude ont été enregistrés en 2013, soit 34% de l'ensemble des licenciements pour inaptitude de la région. La part de BOE dans les licenciements pour inaptitude est de 19%. En un an, le nombre de BOE licenciés pour inaptitude a progressé de près de 24,4%.

Répartition départementale des licenciements pour inaptitude - 2013

2013	Total des licenciements pour inaptitude	Part du département dans les licenciements	BOE licenciés pour inaptitude	Part des BOE	Evolution annuelle des BOE
Loire-Atlantique	1 383	34%	265	19%	+24,4%
Pays de la Loire	4 011	100 %	643	16%	+30 %

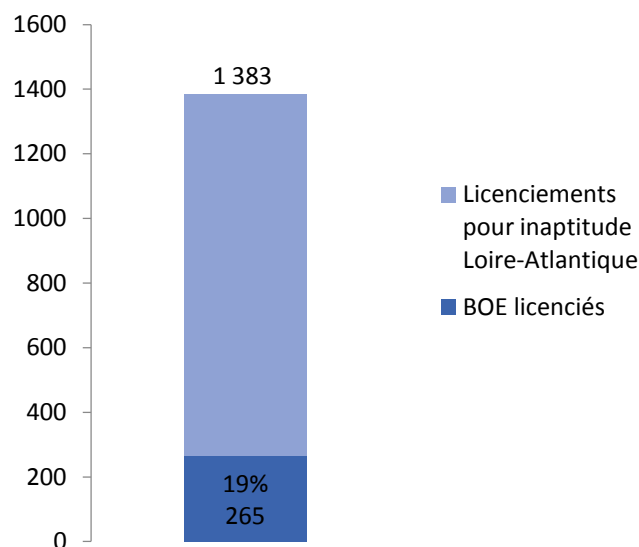
Source : Pôle emploi, Département "Etudes et statistiques sur le marché du travail"

Les licenciements pour inaptitude en 2013



Source : Pôle Emploi, Département « Etudes et statistiques sur le marché du travail »

Poids des BOE licenciés pour inaptitude en 2013



Source : Pôle Emploi, Département « Etudes et statistiques sur le marché du travail »

Glossaire

ACI	Atelier et Chantier d'Insertion
AGEFIPH	Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées
AI	Association Intermédiaire
AT	Accident du Travail
BOE	Bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail
CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CRP	Centre de Rééducation Professionnelle
CRPE	Contrat de Rééducation Professionnelle en Entreprise
DEBOE	Demandeur d'Emploi Bénéficiaire de l'Obligation d'Emploi
DEFM	Demande d'Emploi en Fin de Mois
Catégorie A	Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi
Catégorie B	Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e de 78 heures au moins au cours du mois)
Catégorie C	Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e de plus de 78h au cours du mois)
Catégorie D	Demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une maladie, d'une formation, etc.), sans emploi
Catégorie E	Demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple bénéficiaires de contrats aidés)
DIRECCTE	Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
DOETH	Déclaration Obligatoire d'Emploi des Travailleurs Handicapés
EA	Entreprise Adaptée
EI	Entreprise d'Insertion
EPAAST	Etude Préalable à l'Aménagement et à l'Adaptation des Situations de Travail
EQZ	Etablissement à Quota Zéro
ESAT	Etablissement et Service d'Aide par le Travail
ETTI	Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion
FIPHP	Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique
MDPH	Maison Départementale des Personnes Handicapées
MOAIJ	Module d'OrientatIon Adaptée durant les Indemnités Journalières
MP	Maladie Professionnelle
PDP	Prévention de la Désinsertion Professionnelle
PSOP	Prestation Spécifique d'OrientatIon Professionnelle
RLH	Reconnaissance de la Lourdeur du Handicap
SAMETH	Service d'Appui au Maintien dans l'Emploi
SIAE	Structure d'Insertion par l'Activité Economique